

N° 2150.

LETTONIE ET TURQUIE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature. Signés à Angora, le 28 mai 1928.

LATVIA AND TURKEY

Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature. Signed at Angora, May 28, 1928.

N° 2150. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
LA LETTONIE ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANGORA, LE 28 MAI
1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 septembre 1929.

LA LETTONIE, d'une part, et LA TURQUIE, d'autre part, animées du désir de resserrer les liens d'amitié si heureusement existant entre les deux pays, de régler les conditions d'établissement de leurs ressortissants dans les deux pays et de développer leurs relations économiques, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Germain ALBAT, secrétaire général au ministère des Affaires étrangères ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. ENIS Bey, sous-secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER.

ETABLISSEMENT.

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront sur le territoire de l'autre Partie, sous réserve des lois et règlements qui y sont en vigueur, le droit de s'établir et de séjourner, d'aller, de venir et de circuler librement.

Chacune des Parties contractantes se réserve toute liberté d'action en ce qui concerne l'immigration, ainsi que le droit d'interdire, par mesures individuelles, l'entrée et le séjour sur son territoire, pour des raisons de sécurité et d'ordre publics.

En ce qui concerne les taxes et charges quelconques à payer du chef de séjour et de l'établissement, les ressortissants des deux Parties contractantes jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 17 août 1929.

Entrée en vigueur le 17 septembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2150. — CONVENTION ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN LATVIA AND TURKEY. SIGNED AT ANGORA, MAY 28, 1928.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 17, 1929.

LATVIA, of the one part, and TURKEY, of the other part, being desirous of strengthening the ties of friendship which so fortunately exist between the two countries, of regulating the conditions concerning the establishment of their nationals in the two countries, and of developing their economic relations, have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

M. Germain ALBAT, Secretary-General at the Ministry of Foreign Affairs, and

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

ENIS Bey, Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

SECTION I.

ESTABLISHMENT.

Article 1.

The nationals of either Contracting Party shall have the right to settle and reside, to come and go and to move about freely in the territory of the other Party, subject to compliance with the laws and regulations in force therein.

Each of the Contracting Parties retains complete freedom of action with regard to immigration, and also the right in individual cases and for reasons of public security and order, to prohibit persons from entering and residing in its territory.

As regards any taxes and dues payable in respect of residence or establishment, the nationals of the two Contracting Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, August 17, 1929. Came into force September 17, 1929.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de biens mobiliers ou immobiliers, à l'exception des cas prévus par la législation respective, en se conformant aux lois et règlements du pays. Ils pourront, aux mêmes conditions, en disposer librement par achat, vente, donation, transfert, contrat de mariage, testament, succession *ab intestat* ou par tout autre moyen.

Ils ne seront assujettis dans aucun des cas susmentionnés à des charges, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'exercer toute sorte d'industrie et de commerce, et de se vouer à tout métier et profession quelconque dont l'exercice n'est pas et ne sera pas réservé aux nationaux.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront soumis sur le territoire de l'autre quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, ainsi que pour l'exercice de tout genre de commerce, industrie, métier et profession, à aucune charge, taxe ou impôt, direct ou indirect, autres ou plus élevés que ceux qui pourront être imposés aux nationaux.

Ils seront notamment autorisés à exporter librement le produit de la vente de leurs biens, et leurs biens mêmes, sous réserve des dispositions légales en vigueur dans le pays, et ils ne seront pas soumis en cela en qualité d'étranger, à des impôts, droits et redevances plus élevés que ceux qu'auraient à payer les nationaux.

Article 5.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes ne seront astreints sur le territoire de l'autre à aucun service militaire, soit dans les armées de terre, de mer ou de l'air, soit dans les gardes ou milices nationales, ni à aucune obligation ou charge remplaçant le service militaire.

Ils seront exempts de tout emprunt forcé. Ils ne seront soumis qu'aux prestations et réquisitions militaires qui seraient imposées légalement aux nationaux.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne pourront sur le territoire de l'autre Partie être expropriés de leurs biens que pour cause reconnue également d'utilité publique. En ce qui concerne l'indemnisation des expropriés, chacune des Parties contractantes, dans le cadre de sa législation nationale, appliquera le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, en tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens, du même traitement que les nationaux.

Article 2.

The nationals of either Contracting Party shall have the right, upon the same conditions as nationals of the most favoured nation, to acquire possess and dispose of any kind of movable or immovable property in the territory of the other Party, except in the cases laid down in the laws of the respective countries, and provided they comply with the laws and regulations of the country. They may, upon the same conditions, dispose of such property freely, by purchase, sale, gift, transfer, marriage settlement, will, succession *ab intestato* or by any other means.

They shall not in any of the above cases be liable to dues, taxes or imposts of any kind whatsoever other or higher than those which are or may hereafter be levied on nationals of the country.

Article 3.

The nationals of either Contracting Party shall, under the same conditions as the nationals of the most favoured nation, have the right in the territory of the other Party to carry on any kind of industry or commerce and to engage in any trade or profession the exercise of which is not or may not in future be restricted to nationals, provided they comply with the laws and regulations of the country.

Article 4.

The nationals of either Contracting Party shall not be liable in the territory of the other Party, as regards their persons, property, rights and interests, and as regards the exercise of any kind of commerce, industry, trade or profession, to any direct or indirect dues, taxes or imposts other or higher than those which may be levied on nationals of the country.

They shall in particular be entitled, subject to compliance with the laws in force in the country, freely to export the proceeds of the sale of either property or the property itself, without thereby being subjected as foreigners to higher imposts, duties and charges than those which nationals of the country would have to pay.

Article 5.

The nationals of either Contracting Party shall not be liable in the territory of the other Party to any military service, whether in the land, naval or air forces, or in the national guard or militia, nor to any obligation or charge in lieu of military service.

They shall be exempt from any forced loan. They shall only be liable to the military contributions and requisitions legally imposed on nationals of the country.

Article 6.

The nationals of either Contracting Party may not be expropriated in the territory of the other Party save on legally recognised grounds of public utility. As regards the compensation payable to expropriated persons, each of the Contracting Parties, within the limits of its national legislation, shall apply most-favoured-nation treatment.

Article 7.

The Nationals of either Contracting Party in the territory of the other Party shall enjoy, as regards the legal and judicial protection of their persons and property, the same treatment as is given to nationals of the country.

En conséquence ils auront libre et facile accès auprès des tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions que les nationaux, sous réserve des dispositions relatives à la caution *judicatum solvi* et à l'assistance judiciaire gratuite qui seront régis par la législation locale jusqu'au règlement de ces questions par une convention spéciale à conclure entre les deux Parties.

Article 8.

Les sociétés anonymes, les coopératives et autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles, d'assurance, de communication et de transport qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qui y sont constituées en vertu des lois de ce pays, seront reconnues légales dans le territoire de l'autre et y pourront ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

La reconnaissance des sociétés et associations, appartenant à l'une des Parties contractantes, n'implique pas leur admission à l'établissement et au fonctionnement sur le territoire de l'autre Partie contractante et, en général, à l'exercice permanent des actes visés par leurs statuts.

L'admission desdites sociétés à l'exercice de leur commerce ou industrie sur le territoire de l'autre Partie contractante sera subordonnée aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur sur ce territoire aussi en ce qui concerne les taxes et autres charges d'admission.

Les impôts, taxes et contributions quelles qu'en soient la dénomination ou l'espèce ne pourront pas frapper ces sociétés d'une façon plus lourde que les sociétés analogues nationales.

Ces sociétés pourront, aux mêmes conditions que celles de la nation la plus favorisée et en se soumettant aux lois du pays, acquérir toute sorte de biens mobiliers. Chacune des Parties contractantes se réserve l'entière liberté en ce qui concerne l'autorisation desdites sociétés à l'acquisition des biens meubles ; dans le cas où cette autorisation sera accordée, les formalités et les conditions d'acquisition seront celles applicables aux sociétés similaires de la nation la plus favorisée.

Article 9.

Il est convenu qu'aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée dans le présent chapitre pour réclamer en faveur de ses ressortissants, sociétés, coopératives des droits autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux ressortissants, sociétés, coopératives étrangers en général.

CHAPITRE II

COMMERCE ET NAVIGATION.

Article 10.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Turquie énumérés à la liste A ci-annexée, jouiront à leur importation en Lettonie du bénéfice du tarif minimum.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Lettonie énumérés à la liste B ci-annexée, jouiront à leur importation en Turquie du bénéfice du tarif minimum.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'un des pays contractants importés dans l'autre ne seront pas assujettis à des droits, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques plus élevés que ceux accordés aux mêmes produits d'un tiers pays.

They shall accordingly have free and unhindered access to the courts, and may sue or be sued upon the same conditions as nationals of the country. An exception to the above shall be made in respect of provisions relating to *cautio judicatum solvi* and to free legal aid, which questions shall be governed by local legislation pending the settlement thereof by a special agreement to be concluded between the two Parties.

Article 8.

Joint stock companies, co-operative societies and other commercial companies, including industrial and insurance companies and companies for communications and transport, which have their seat in the territory of one of the Contracting Parties and have been constituted therein in accordance with the laws of that country, shall be legally recognised in the territory of the other Party and may appear before the courts either as plaintiffs or defendants.

The recognition of companies and associations belonging to one of the Contracting Parties does not imply that they will be permitted to establish themselves and carry on business in the territory of the other Contracting Party and, in general, permanently to conduct the operations mentioned in their statutes.

The admission of the said companies to the territory of the other Contracting Party for the purpose of carrying on their trade or industry therein shall be governed by the laws and regulations which are or may hereafter be in force in that territory and shall also be subject to payment of the taxes and other admission charges.

Imposts, taxes and charges of whatsoever description or kind may not be levied in a more burdensome manner on such companies than on similar national companies.

Such companies may, on the same conditions as companies of the most favoured nation and subject to compliance with the laws of the country, acquire movable property of every kind. Each of the Contracting Parties reserves full liberty as regards the authorisation of the said companies to acquire immovable property; should this authorisation be granted, the formalities and conditions of acquisition shall be those applicable to similar companies of the most favoured nation.

Article 9.

It is agreed that neither Contracting Party may appeal to the most-favoured-nation clause referred to in this Section as a reason for claiming on behalf of its nationals, companies or cooperative societies, rights other or more extensive than those which it grants itself to foreign nationals, companies or co-operative societies in general.

SECTION II.

COMMERCE AND NAVIGATION.

Article 10.

The products of the soil and of industry of Turkish origin enumerated in List A attached hereto shall be entitled on importation into Latvia to the minimum tariff.

The products of the soil and of industry of Latvian origin enumerated in List B attached hereto shall be entitled on importation into Turkey to the minimum tariff.

The products of the soil and of industry originating in either of the contracting countries and imported into the territory of the other, shall not be subject to any duties, co-efficients, taxes or other charges whatsoever which are higher than those levied on the like products of any third country.

Il en sera de même en ce qui concerne les droits d'exportation et autres redevances sur les produits du sol et de l'industrie exportés du territoire d'une des deux Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie.

L'assurance sur le pied d'égalité avec un pays tiers s'étend également à la manière de percevoir les droits d'importation et d'exportation, à la mise des marchandises dans des entrepôts de douane, aux redevances et formalités douanières, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou passant en transit.

Article 11.

Les produits du sol et de l'industrie de l'une des Parties contractantes, après avoir transité par les territoires d'un ou des pays tiers, ne seront pas soumis lors de leur importation sur le territoire de l'autre à des droits ou taxes autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Article 12.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'une des Parties contractantes importés dans le pays de l'autre, y jouiront, en ce qui concerne les taxes intérieures sous quelque dénomination qu'elles soient, du traitement accordé aux mêmes produits d'un tiers pays.

Article 13.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions ci-dessus, les Parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine attestant, s'il s'agit d'un produit naturel, qu'il est originaire de l'autre pays et, s'il s'agit d'un produit manufacturé, que la moitié au moins de sa valeur est représentée par la valeur des matériaux originaires de l'autre pays, ainsi que par le coût de la transformation.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les Départements d'Economie de Finance et de l'Agriculture, soit par les Chambres de Commerce dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé.

Les deux Parties contractantes auront réciproquement le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par son représentant diplomatique ou consulaire.

Les colis postaux seront dispensés des certificats d'origine si le pays destinataire reconnaît qu'il ne s'agit pas d'envois revêtant un caractère commercial.

Article 14.

Il y aura entre les territoires des Parties contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence, les Parties contractantes sont d'accord de n'entraver leurs relations commerciales réciproques par des prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation, à moins que le maintien ou l'institution n'en soient absolument nécessaires.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes appliquerait des prohibitions ou restrictions quant à l'importation ou à l'exportation de marchandises, elle accordera à l'autre Partie le même traitement, qui a été accordé ou sera accordé ultérieurement aux marchandises d'un tiers pays.

Les dispositions de cet article ne seront pas applicables lorsque les prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation sont établies ou maintenues pour :

- 1° Assurer la sécurité de l'Etat ;
- 2° La santé publique ou comme mesures sanitaires ou de prophylaxie contre les épizooties et les épiphyties ;

The same shall apply to export duties and other charges on products of the soil and of industry which are exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party.

Treatment on a footing of equality with third countries shall also extend to the method of levying import and export duties, to the placing of goods in bonded warehouses, to Customs charges and formalities and to the Customs treatment and clearance of goods imported, exported or passing through in transit.

Article 11.

Products of the soil and of industry of either of the Contracting Parties passing through the territory of one or more third countries shall not, on importation into the territory of the other Party, be liable to duties or charges other or higher than those which would be imposed if they had been imported direct from their country of origin.

Article 12.

The products of the soil and of industry originating in the territory of one of the Contracting Parties and imported into the territory of the other Party shall enjoy therein, as regards internal taxes of any kind whatsoever, the treatment granted to the like products of a third country.

Article 13.

In order to reserve the benefit of the foregoing provisions for products originating in their respective countries, the Contracting Parties may require products and goods imported into their territory to be accompanied by a certificate of origin attesting, in the case of a natural product, that it originated in the other country and, in the case of a manufactured product, that at least one-half its value is represented by the value of materials originating in the other country and by the cost of transformation.

The certificates of origin shall be issued either by the Departments of Economy, Finance and Agriculture or by the Chambers of Commerce to which the consignor belongs or by any other organ or group approved by the country of destination.

Both the Contracting Parties shall have the right to require certificates of origin to be legalised by their diplomatic or consular representative.

Certificates of origin shall be dispensed with in the case of postal packages if the non-commercial nature of such packages is recognised by the country of destination.

Article 14.

There shall be reciprocal freedom of commerce and navigation between the territories of the Contracting Parties. The Contracting Parties accordingly agree not to hamper their reciprocal commercial relations by import or export prohibitions or restrictions, unless their maintenance or establishment is absolutely necessary.

Should either of the Contracting Parties prohibit or restrict the importation or exportation of goods, it shall grant the other Party the same treatment as has been or may subsequently be accorded to the goods of any third country.

The provisions of this Article shall not apply when import or export prohibitions and restrictions are established or maintained :

- (1) In order to ensure the safety of the State ;
- (2) For reasons of public health or as sanitary or prophylactic measures against diseases of animals and plants ;

- 3° Etablir ou maintenir des monopoles d'Etat ;
4° Les semences qui, à cause de leur origine, ne soient pas susceptibles de se développer dans le pays d'importation.

Article 15.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit sur les voies les plus appropriées au transit international aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sorte, envois, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire douanier de l'une des Parties contractantes y seront exemptes de tout droit de douane et d'autres charges, à l'exception de droits et taxes de surveillance, de statistique et autres charges d'administration.

Les dispositions du présent article s'appliquent aussi bien aux marchandises, en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, réemballage ou entreposage.

Il est entendu, toutefois, que le transit de ces marchandises sera garanti conformément aux lois douanières respectives afin d'en empêcher l'introduction dans le pays.

Aucune des Parties contractantes ne sera tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire serait interdite.

Le transit des marchandises pourra être prohibé :

- a) Pour des raisons de sûreté publique et de sécurité de l'Etat ;
- b) Pour des raisons de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux.

Les Parties contractantes auront le droit de prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que les marchandises, et notamment celles qui sur leurs territoires font l'objet d'un monopole d'Etat, sont réellement en transit.

Article 16.

Les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée sur leurs territoires, en ce qui concerne les prix et les modalités de transport, conditions de livraison, taxes et charges publiques sur les chemins de fer respectifs.

Article 17.

Les navires et bateaux battant pavillon de l'une des Parties contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les eaux et ports de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, y jouiront sous tous les rapports du même traitement que les bâtiments nationaux et n'y seront assujettis, à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconque autorisé par le gouvernement, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux bâtiments nationaux.

Article 18.

Les cargaisons, quelle qu'en soit la provenance ou la destination, ne seront assujetties à des droits ou charges autres ni plus forts et ne seront traitées autrement que si elles étaient importées ou exportées sous pavillon national. Leurs passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous pavillon national.

- (3) For the establishment or maintenance of State monopolies ;
- (4) In respect of seeds which, owing to their origin, will not grow in the country of importation.

Article 15.

The Contracting Parties undertake to grant each other freedom of transit on the routes most suitable for international traffic in respect of persons, baggage, goods and articles of all kinds, consignments, vessels, boats, carriages and wagons or other means of transport, and shall guarantee each other most-favoured-nation treatment in this respect.

Goods of all kinds conveyed across the Customs territory of either Contracting Party shall be exempt from all Customs duties and other charges with the exception of duties and charges for supervision, statistical fees and other administrative charges.

The provisions of the present Article shall also apply both to goods in direct transit and to goods in transit which have been transhipped, repacked or warehoused.

It is understood, however, that the transit of such goods shall be guaranteed in conformity with the respective Customs laws, in order to prevent their introduction into the country.

Neither Contracting Party shall be bound to allow the passage in transit of travellers whose admission to its territory is prohibited.

The transit of goods may be prohibited :

- (a) For reasons relating to public safety and the security of the State ;
- (b) For health reasons or as a precaution against diseases of animals and plants,

The Contracting Parties shall have the right to take the necessary precautions to satisfy themselves that goods, more especially those which constitute a State monopoly in their territory, are actually in transit.

Article 16.

The two Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in their territories as regards transport rates and methods, conditions of delivery and public taxes and dues on their respective railways.

Article 17.

Vessels and boats flying the flag of one of the Contracting Parties and entering or leaving the waters and ports of the other Party in ballast or with cargo, whatever may be their place of departure or destination, shall enjoy therein the same treatment in every respect as national vessels and shall not be subjected to any duty or tax of any nature whatsoever, levied in the name and on behalf of the State, provinces, communes or any organisation whatsoever authorised by the Government, other or higher than those which are or may hereafter be levied on national vessels.

Article 18.

Cargoes of vessels, whatever may be their origin or destination, shall not pay other or higher duties or charges, nor be subject to other treatment, than goods imported or exported under the national flag. Passengers and their baggage shall be treated in the same manner as if they were travelling under the national flag.

Article 19.

Les dispositions des articles 17 et 18 ne seront pas applicables en ce qui concerne le cabotage, la pêche, l'exercice de pilotage et l'emploi de pilotes, l'exercice de remorquage, d'autres services de port et la navigation dans les eaux intérieures qui sont exclusivement réservés aux nationaux.

L'assimilation des navires ainsi que de leur cargaison au pavillon national ne s'étend pas aux subventions et primes quelconques accordées ou qui pourraient être accordées à la marine marchande nationale.

Article 20.

La nationalité des bateaux et navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les certificats de jauge et autres documents relatifs à la jauge délivrés d'après le système Moorsom, seront reconnus par l'autre conformément aux arrangements spéciaux qui pourront être conclus entre les deux Parties contractantes.

Article 21.

Les navires et bateaux battant pavillon de l'une des Parties contractantes qui entrent dans un port de l'autre à seule fin d'y compléter leur cargaison ou en débarquer une partie pourront, en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à bord la partie qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays, et la réexporter, sans être tenus à payer de leur cargaison pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit ou frais, sauf les droits de surveillance lesquels d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale.

Article 22.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un bâtiment de l'une des deux Parties contractantes dans les eaux de l'autre, le bâtiment et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements du pays respectif accordent dans des circonstances analogues aux bâtiments nationaux. Aide et assistance seront données, dans la même mesure qu'aux nationaux, au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant pour eux-mêmes que pour le bâtiment et sa cargaison.

En ce qui concerne le droit de sauvetage il sera fait application de la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

Les marchandises sauvées d'un bâtiment échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douanes à moins qu'elles ne soient introduites dans le pays pour la consommation intérieure.

Article 23.

Le traitement sur le pied d'égalité avec un Etat tiers ne sera pas applicable :

1^o Au traitement accordé ou qui pourrait être accordé ultérieurement par une des Parties contractantes, dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes dans une zone s'étendant des deux côtés de la frontière et ne dépassant pas quinze kilomètres en général ;

2^o Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ;

3^o Aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir en matière de tarif douanier et généralement en toute autre matière commerciale entre la Turquie et les pays détachés de l'Empire ottoman en 1923 ;

Article 19.

The provisions of Articles 17 and 18 shall not apply to coasting, fishing, pilotage and the employment of pilots, towage and other port and navigation services on inland waterways exclusively reserved for nationals.

The assimilation of ships and their cargoes to ships and cargoes under the national flag shall not be extended to subsidies and bounties of any kind which are or may hereafter be granted to the national mercantile marine.

Article 20.

The documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States in accordance with the laws and regulations of each country shall be recognised by both Parties as establishing the nationality of boats and vessels.

Tonnage measurement certificates and other tonnage measurement documents issued according to the Moorsom system shall be recognised by the other Party in accordance with special arrangements to be concluded between the two Contracting Parties.

Article 21.

Vessels and boats under the flag of one of the Contracting Parties entering a port belonging to the other Party with the sole object of completing their cargo or of unshipping some portion thereof, shall be entitled, provided that they comply with the laws and regulations of the State concerned, to retain on board any portion of their cargo which is consigned to another port or to another country, and to re-export the said portion without being liable to pay any duty or charges thereon, except supervision fees. The latter shall, moreover, be levied at the lowest rate paid by national vessels.

Article 22.

If a vessel of one of the two Contracting Parties should be wrecked, run aground, be damaged at sea or compelled to put into harbour in the waters of the other Party, the vessel and her cargo shall enjoy the same benefits and immunities as are in similar circumstances granted by the laws and regulations of the country concerned to national vessels. Assistance and relief shall be given to the master, crew and passengers, both for themselves and for the vessel and her cargo, to the same extent as would be afforded to nationals.

As regards salvage charges, the law of the country where salvage takes place shall be applicable.

Goods salvaged from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duties unless they are admitted into the country for consumption therein.

Article 23.

Treatment on terms of equality with a third State may not be claimed in respect of :

(1) Treatment which is or may hereafter be granted by one of the Contracting Parties in frontier traffic with neighbouring countries over an area extending on both sides of the frontier, and as a rule not exceeding a width of fifteen kilometres ;

(2) Special privileges resulting from a Customs union ;

(3) Special advantages and privileges which are or may hereafter be established in respect of Customs tariffs and generally in all other commercial transactions between Turkey and the countries detached from the Ottoman Empire in 1923 ;

4° Aux avantages et faveurs que la Lettonie a accordés ou pourrait accorder à l'Estonie, à la Finlande, à la Lithuanie ou à l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Article 24.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Varsovie aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'au terme de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Angora en double expédition, le 28 mai 1928.

(L. S.) (Signé) G. ALBAT.

(L. S.) (Signé) Mehmed ENIS.

LISTE A.

Numéro du tarif letton	Désignation des marchandises
8, 4	Raisins secs
8, 5	Figues sèches
ex 9	Olives
	1)
	2)
ex 11, 4	Noix, noisettes
11, 2	Amandes, pistaches
ex 13	Olives
15, 1	Safran
21, 1	Tabac en feuilles
ex 39	Oeufs
ex 62, 9	Racine de réglisse
ex 87, 1, a	Gomme adragante
ex 87, 4	Jaune d'œuf
ex 112, 9, a	Jus de réglisse
ex 116	Opium
ex 117, 1, a	Huile d'olive
ex 124	Noix de galle, valloné
	1)
	2)
176, 1	Chiffons
ex 179, 1	Coton brut
ex 180	Soie
	1) Cocons
	4) Soie brute
ex 181, 1	Laine brute
ex 203	Tapis en laine
	1)
	2)
	3)

(4) Advantages and privileges which Latvia has granted or may hereafter grant to Estonia, Finland, Lithuania or the Union of Soviet Socialist Republics.

Article 24.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

It shall come into force one month after the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for three months reckoned from the date of its denunciation by either Contracting Party.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Angora on May 28, 1928.

(L. S.) (Signed) G. ALBAT.

(L. S.) (Signed) Mehmed ENIS.

LIST A.

No. in the Latvian Tariff	Designation of Goods
8,4	Raisins
8,5	Dried figs
ex 9	Olives
	(1)
	(2)
ex 11,4	Walnuts, hazel-nuts
11,2	Almonds, pistachio nuts
ex 13	Olives
15,1	Saffron
21,1	Tobacco in leaf form
ex 39	Eggs
ex 62,9	Liquorice root
ex 87,1, a	Gum tragacanth
ex 87,4	Yolk of eggs
ex 112,9, a	Liquorice juice
ex 116	Opium
ex 117,1a	Olive oil
ex 124	Gall-nuts, valonia
	(1)
	(2)
176,1	Rags
ex 179,1	Raw cotton
ex 180	Silk
	(1) Cocoons
	(4) Raw silk
ex 181,1	Raw wool
ex 203	Woollen carpets
	(1)
	(2)
	(3)

LISTE B.

Numéro du tarif turc	Désignation des marchandises
ex 31	Beurre : a) Beurre frais, salé et fondu (pur ou mélangé avec d'autres graisses)
ex 44	Conserves de poissons, dans des récipients hermétiquement fermés, y compris le poids de récipients
ex 135	Autres huiles végétales non dénaturées et non dénommées ailleurs
ex 178	Peaux tannées ou corroyées, savonnées : b) De veau et vachette graissées, couleur naturelle, noircies, colorées ou cirées, télantine (teint ou non) c)
ex 179	Cuir à semelle et cuirs à semelle factices
ex 242	Papier à cigarettes : a) En feuilles <i>Remarque</i> : Toute espèce de cet article est soumise au monopole d'Etat
ex 282	Lins : a) Bruts b) Broyés, taillés, peignés
ex 285	Fils de lin : a) Ecrus 2 — Autres b) Blanchis, teints, imprimés ou lessicés! 2 — Autres
358	Vêtements confectionnés et articles confectionnés en tissu, recouverts interfoliés ou imprimés de caoutchouc
359	Galoches, bottines et bottes en caoutchouc
ex 362	Linoléum
579	Céruse, minium, litharge, blanc de zinc et tres couleurs métalliques
ex 581	Bleu d'outre-mer
ex 590	Colle-forte : Colle animale.

PROTOCOLE DE SIGNATURE.

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, les plénipotentiaires sont convenus des dispositions suivantes :

Ad Article 3.

Le plénipotentiaire de la République lettone déclare au nom de son gouvernement que le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée à l'article 3 de la présente convention ne pourra être invoqué en faveur des ressortissants lettons en ce qui concerne le respect du droit acquis reconnu par la Turquie en vertu de l'article 4 de la Convention d'établissement¹ conclue à Lausanne le 24 juillet 1923 aux ressortissants des Etats qui l'ont signée.

Le présent protocole fait partie intégrante de la présente convention et entrera en vigueur en même temps que celle-ci.

G. ALBAT.

Mehmed ENIS.

¹ Vol. XXVIII, page 151, de ce recueil.

LIST B.

No. in the Turkish Tariff	Designation of Goods
ex 31	Butter : (a) Butter, fresh, salt and melted (pure or mixed with other fats)
ex 44	Fish preserves in hermetically sealed containers, including the weight of the containers
ex 135	Other undenatured vegetable oils not specified elsewhere
ex 178	Skins, tanned or coloured, soaped : (b) Calf and kips greased, in natural colour, darkened, coloured or waxed and telatine (dyed or undyed) (c)
ex 179	Sole leathers and imitation sole leathers
ex 242	Cigarette paper : (a) In sheets <i>Note</i> : This article in all its forms constitutes a State monopoly
ex 282	Flax : (a) Crude (b) Crushed, stripped or combed
ex 285	Flax yarns : (a) Unbleached (2) Other (b) Bleached, dyed, printed or washed (2) Other
358	Ready-made clothing and made-up articles of tissues, covered, interleaved or impregnated with rubber
359	Galoshes, boots and top-boots of rubber
ex 362	Linoleum
579	White lead, red lead, litharge, zinc white and other metallic colours
ex 581	Ultramarine blue
ex 590	Glue : Animal glue

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the present Convention, the Plenipotentiaries have agreed upon the following provisions :

Ad Article 3.

The Plenipotentiary of the Latvian Republic declares on behalf of his Government that the most-favoured-nation clause referred to in Article 3 of the present Convention may not be invoked in order to claim for Latvian nationals the rights recognised by Turkey in virtue of Article 4 of the Convention respecting Conditions of Residence and Business¹ concluded at Lausanne on July 24, 1923, which were acquired by nationals of the States which signed that Convention.

The present Protocol forms an integral part of the present Convention and shall come into force at the same time as the latter.

G. ALBAT.

Mehmed ENIS.

¹ Vol. XXVIII, page 151, of this Series.

